

HI-MEDIA

Société Anonyme au capital de 4 511 264,50 euros
Siège social : 15-17 rue Vivienne – 75 002 Paris
RCS Paris B 418 093 761

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle
du 6 mai 2014

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux dispositions de la Loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

I - Situation et activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice 2013

1. Chiffre d'affaires et résultat de Hi-Media S.A. au titre de l'exercice 2013

Hi-Media S.A a réalisé un chiffre d'affaires social de 58 millions d'euros contre 54,2 millions d'euros l'année précédente.

Le résultat social s'élève à 15.024 K€. Ce résultat se décompose notamment en :

- un résultat d'exploitation de - 2.359 K€ ;
- un résultat financier positif de 16.858 K€ ;
- un résultat exceptionnel de - 788 K€ ;
- un produit d'impôt de 1.314 K€.

2. Commentaires sur les comptes consolidés – Activité et Résultats

L'exercice 2013 a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires consolidé hors taxe de 185 millions d'euros contre 195 millions d'euros pour l'exercice précédent.

La répartition par activité reflète l'équilibre entre les deux principales sources de revenu du groupe à 48% (+1% par rapport à 2012) pour la publicité (HiMedia) et 52 % (- 10 %) pour le paiement(HiPay).

La part de l'activité réalisée par les filiales représente 80% du chiffre d'affaires sur l'année 2013. La part de l'activité réalisée

HI-MEDIA

A corporation with a capital of 4 511 264.50 Euros
Registered office: 15-17 rue Vivienne – 75002 Paris
Paris Companies Register n°418 093 761

MANAGEMENT REPORT
to the Ordinary General Meeting
as of May 6 2014

To the Shareholders,

We have called on you to meet in the form of an Ordinary Shareholders' Meeting pursuant to the provisions of law and our Company's Articles of Incorporation to ask you to approve the financial statements for the financial year ending on 31 December 2013.

The required notices were sent to you in regular fashion, and all documents and other items provided for under the rules and regulations in effect were made available to you for the legal periods.

I - Company's situation and activity during the 2013 financial year

1. Company's turnover and earnings for the 2013 financial year

Hi-Media S.A posted corporate turnover of 58 million Euros against 54.2 million Euros the previous year.

The corporate earnings come to K€.15,024, broken down in particular as follows:

- an operating result of - K€. 2,359 ;
- a positive financial net result of K€.16,858 ;
- a negative extraordinary net result of - K€.788
- a tax benefit of K€.1,314.

2. Comments on the consolidated accounts – Activity and Earnings

Financial year 2013 brought consolidated turnover excluding taxes of 185 million Euros compared with 195 million Euros for the previous financial year.

The breakdown by activity reflects the balance between the two mains sources of group revenue, with 48% (+1%) for advertising (HiMedia) and 52% (-10 %) for payments (HiPay).

The share of activity realised by the subsidiaries accounts for 80% of turnover for 2013. The share of activity realised by the

<p>par les filiales étrangères représente 51% du chiffre d'affaires sur l'année 2013.</p>	<p>foreign subsidiaries accounts for 51% of turnover for 2013.</p>
<p>Le résultat net consolidé de l'exercice s'élève à 1.927 K€. Ce résultat se décompose, notamment, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un résultat opérationnel courant de 6.800 K€ ; <ul style="list-style-type: none"> - un résultat opérationnel de 4.644 K€ ; - un résultat financier négatif de - 1.692 K€ ; - une quote-part des entreprises mises en équivalence de - 21 K€ ; - une charge d'impôt de - 1.004 K€ ; 	<p>The consolidated net income for the financial year comes to K€ 1,927. That breaks down in particular as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> - a current operating profit of K€ 6,800; - an operating profit of K€ 4,644; - a negative financial result of - K€ 1692; - a share for the companies treated on an equity basis of - K€ 21; - a tax proceeds of - K€ 1,004
<p>Le résultat opérationnel de la société s'établit à 4.644 K€ au 31 décembre 2013 contre 9.065 K€ au 31 décembre 2012. Les principales variations sont les suivantes :</p>	<p>The Company's operating profit stands at K€ 4,644 on 31 December 2013, compared with K€. 9,065 on 31 December 2012. The main changes are as follows:</p>
<ul style="list-style-type: none"> - une diminution du chiffre d'affaires de 5% par rapport à 2012 ; - un taux de marge stable à 35% (34% en 2012); - une stabilité de la masse salariale ; - une augmentation de 4% des autres coûts d'exploitation du fait des investissements réalisés sur les nouvelles activités publicitaires et paiements ; - les charges non courantes représentent 2.157 K€ et correspondent principalement à des produits et charges liés à des réorganisations sur des activités stratégiques, des réorganisations opérationnelles ainsi que des produits et charges liés à des défaillances sur certains partenaires des deux activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - a 5% decrease of revenue in comparison with 2012; - a stable margin rate at 35% (34% in 2012); - a stable payroll; - a 4% increase in the other operating expenses because of the investments in the new Advertising and Payment activities; - the non current expenses represent K€ 2,157 and mainly correspond to products and liabilities linked to strategic reorganization, operating reorganization and products and liabilities linked to the failures of some of the partners of both activities.
<p>L'endettement de la société hors créances cédées à la société d'affacturage s'élève à 21.575 K€ au 31 décembre 2013 contre 27.793 K€ au 31 décembre 2012.</p>	<p>The Company's indebtedness excluding receivables transferred to the factoring company stands at K€ 21,575 on 31 December 2013 compared with K€ 27,793 on 31 December 2012.</p>
<p><u>3. Investissements – Activités en matière de R&D</u> Les investissements en immobilisations corporelles s'élèvent à 632K€ sur 2013 et correspondent essentiellement à l'acquisition de matériel informatique nécessaire au bon fonctionnement de l'activité (serveurs et postes informatiques).</p>	<p><u>3. Investments – R&D activities</u> The investments in tangible assets amount to K€.632 for 2013, corresponding mainly to the acquisition of computer necessary for the activity (servers and computers).</p>
<p>Les investissements en immobilisations incorporelles s'élèvent sur l'année 2013 à 4.559 K€ et correspondent principalement à la poursuite des développements en interne d'outils technologiques dont des nouvelles offres de paiement pour l'activité paiement du Groupe et au développement d'une Data management platform pour le Group.</p>	<p>The investments in intangible assets for 2013 amount to K€.4,559, and mainly correspond to the continuation of in-house developments of technological tools, new offers in the payment activity of the Group and the development of a Data management platform for the Group.</p>
<p><u>4. Événements significatifs durant l'exercice 2013</u> En date du 12 février 2013, Hi-Media SA a procédé à l'acquisition de la société TheBluePill, société spécialisée dans le marketing direct et l'affiliation. Cette acquisition a été réalisée pour un prix initial de 200 K€. Le protocole d'acquisition prévoit une clause de complément de prix dont le montant est plafonné à 200 K€.</p>	<p><u>4. Significant events during the 2012 financial year</u> On February 12, 2013, Hi-Media SA acquired the company TheBluePill, a company specialized in direct marketing and affiliation. This acquisition was complied for an initial price of K€.200. The share and purchase agreement sets an earn out clause with a ceiling of K€.200.</p>
<p>En date du 24 juillet 2013, Hi-Media SA a cédé la participation qu'elle détenait dans le capital de la société La Tribune Nouvelle.</p>	<p>On July 24, 2013, Hi-Media SA sold its stake in the share capital of LaTribuneNouvelle.</p>
<p>En date du 10 septembre 2013, Hi-Media SA a souscrit à une augmentation de capital dans le capital de la société Local Media</p>	<p>On September 10, 2013, Hi-Media SA subscribed to a capital increase of Local Media, bringing its stake from 45% to 50.1%.</p>

passant ainsi de 45% à 50,1% de détention. Cette souscription s'est faite par compensation avec une part des créances de Hi-Media sur Local Media.

En date du 17 mai 2013, Hi-Media SA a créé la société Mobvious Italia dont elle détient 75% (les 25% restant étant détenus par des personnes physiques).

5. Evénements significatifs intervenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

II - Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Dans un marché publicitaire encore très difficile, l'activité publicitaire sur l'année 2014 devrait bénéficier progressivement de la dynamique positive des activités liées à l'Ad Exchange, la vidéo, le mobile et les opérations spéciales lancées par Hi-Media progressivement sur les deux derniers exercices.

L'ensemble de ces activités représentent en fin d'année 2013 plus de 50% de l'activité publicitaire du groupe et connaissent une croissance à deux chiffres quand l'activité publicitaire plus traditionnelle subit la décroissance des dépenses publicitaires liée à l'environnement économique général, notamment dans le Sud de L'Europe.

L'activité de paiement du Groupe connaît elle aussi une évolution contrastée avec une arrivée à maturité du marché des paiements mobiles en Europe occidentale qui pèse sur l'activité d'HiPay, et la montée en puissance des solutions monétiques sur lesquelles le groupe a beaucoup investi notamment autour de sa plateforme HiPay Wallet et plus récemment autour de sa solution d'acquisition carte bancaire.

III – Responsabilité sociale, environnementale et sociétale

Périmètre : Le périmètre couvre l'ensemble des sociétés du groupe HiMedia dont l'intégration est restée inchangée sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013. Les entités ayant intégré le groupe en cours d'année 2013 (Exemple : Local Media) sont exclues du présent rapport et seront intégrées dans le rapport 2014.

La période de reporting considérée est du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Les choix méthodologiques ci-après ont été arrêtés :

- Les stagiaires ne sont pas comptabilisés dans l'effectif du groupe ;
- Le calcul de l'absentéisme est basé sur les structures dont l'effectif présente plus de 30 (trente) collaborateurs et limité aux absences pour maladies.
- Le nombre d'heures de formation prend en compte les heures théoriques et non les heures réalisées.

This subscription was made by compensation of part of the receivable Hi-Media owns on Local Media.

On May 17, 2013, Hi-Media SA created the company Mobvious Italia in which it owns 75% (the remaining 25% are hold by

5. Significant events occurring since the financial year end

None

II - Anticipated developments and forecasts

In a still very difficult advertising market, the advertising activity over the year 2014 should progressively benefit from the positive dynamism of the Ad Exchange, the video, the mobile and the special operations launched by Hi-media over the last two years.

The whole of these activities represent at the end of the year 2013 more than 50% of the advertising activity of the group and are growing with a two digits growth while the more traditional advertising activity undergoes the decrease of the advertising expenses related to the general economic environment, especially in the South of Europe.

The activity of payment of the Group presents also a contrasted evolution with an arrival with maturity of the market of the mobile payments in Western Europe which weighs on the activity of HiPay, and the rise to power of the solutions electronic moneys on which Hi-Media invested much in particular its platform HiPay Wallet and more recently on its credit card acquisition solution.

III – Corporate social responsibility

Perimeter: The perimeter covers the whole of the companies of the HiMedia Group whose integration remained unchanged over the period of January 1, 2013 to December 31, 2013. Entities having integrated the group during the year 2013 (Example: Local Media) are excluded from this report and will be integrated in the report 2014. The period of reporting considered is of January 1, 2013 to December 31, 2013.

The methodological choices hereafter were stopped:

- The trainees are not entered in the headcount of the group;
- The calculation of the absenteeism is based on the structures whose headcount presents more than 30 (thirty) collaborators and limited to the absences for diseases.
- The number of hours of formation takes into account the theoretical hours and not the hours carried out.

Méthodologie de collecte des informations RSE : La collecte des informations quantitatives sociales est réalisée grâce à un fichier Excel envoyé et complété par les entités du Groupe.

Thématiques jugées non applicables :

Au regard des activités du Groupe, de sa taille et de ses implantations géographiques, les thématiques suivantes sont considérées comme non applicables :

- Montant des provisions et garanties pour risques environnementaux ;
- Mesures de prévention, de réduction ou de réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement ;
- Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets ;
- La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité ;
- Consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales ;
- Consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation ;
- L'utilisation des sols ;
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- Les mesures prises pour préserver la biodiversité ;
- L'impact territorial, économique et social de l'activité de la société en matière d'emploi et de développement régional ainsi que sur les populations riveraines ou locales.

1. Orientations sociales

a) L'emploi et l'organisation du travail

L'effectif RSE* au 31/12/2013 est arrêté à 460 collaborateurs répartis entre les entités ci-après du groupe : France, Suède, Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Portugal.

**Note : Effectif intégrant l'ensemble des emplois, à l'exception des stagiaires et des mandataires sociaux et ne distinguant pas entre temps plein et temps partiel.*

Pour connaître l'effectif consolidé détaillé et sa répartition ainsi que les entrées et sorties, nous vous invitons à consulter le document de référence.

L'ensemble des informations ci-après sont basées sur l'effectif RSE :

Répartition par Sexe	Femmes	Hommes
France	30,69%	69,31%
Suède	66,04%	33,96%
Belgique	30,30%	69,70%

Methodology of collection of information RSE: The collection of social quantitative information is carried out thanks to an Excel file sent and supplemented by the entities of the Group.

Sets of themes considered to be non accurate: Taking into consideration activity of the Group, its scale and its geographical implantations, the following sets of themes are regarded as non accurate:

- Amounts of provisions and guarantees for environmental risks;
- Measurements of prevention, reduction or repair of the air pollutants, water and the ground affecting the environment seriously;
- Measurements of prevention, recycling and waste disposal;
- The taking into account of the sound harmful effects and any other form of pollution specific to an activity ;
- Consumption of water and supply water according to the local constraints;
- Raw material consumption and measurements taken to improve the effectiveness in their use;
- The land use;
- The adaptation to the consequences of the climatic change;
- Measurements taken to preserve the biodiversity;
- Territorial, economic and social impact of the activity of the company employment regional development like on the bordering or local populations.

1. Social tendencies

a) Employment and organization

The consolidated number of employees* as of December 31st 2013 accounts 460 collaborators divided between the following entities of the Group: France, Sweden, Belgium, Germany, Spain, Italy, Portugal.

**Note: Headcount including the whole employments, excepting the trainees and the general managers and without distinction between full time and part-time.*

In order to know the detailed consolidated headcount and its distribution as well as the entries and exits, we invite you to consult the reference document.

The whole information hereafter are based on the RSE headcount:

Gender distribution	Women	Men
France	30,69%	69,31%
Sweden	66,04%	33,96%
Belgium	30,30%	69,70%

Allemagne	33,33%	66,67%
Espagne	60,87%	39,13%
Italie	33,33%	66,67%
Portugal	37,93%	62,07%

Répartition Groupe 2012	39%	61%
Répartition Groupe 2013	36,96%	63,04%

Répartition par âge							
	France	Suède	Belgique	Allemagne	Espagne	Italie	Portugal
De 18 à 30 ans	50,90%	20,75%	54,55%	22,22%	30,43%	33,3%	34,49%
De 31 à 40 ans	41,16%	52,83%	33,33%	51,85%	60,87%	44,4%	51,72%
De 41 à 50 ans	7,58%	24,53%	9,09%	18,52%	8,70%	22,22%	10,34%
51 ans et +	0,36%	1,89%	3,03%	7,41%	0%	0%	3,45%

	2012	2013
De 18 à 30 ans	43%	43,04%
De 31 à 40 ans	46%	44,35%
De 41 à 50 ans	10%	11,30%
51 ans et +	1%	1,30%

Le système de rémunération au sein du groupe est décentralisé et validé par la Direction Générale du Groupe. Chaque filiale détermine localement la politique de rémunération applicable pour ses équipes et activités.

Les modèles de rémunération sont élaborés en fonction des objectifs de motivation, des performances financières des sociétés et des pratiques de marché.

Le document de référence détaille l'évolution de la masse salariale et la rémunération du dirigeant mandataire social de la société mère (informations présentées dans la note 5 de l'annexe aux comptes consolidés et au chapitre 15).

Les règles applicables en matière de rémunération des collaborateurs intègrent les paramètres ci-après tous pays confondus :

- Respect des conventions et accords collectifs (notamment en matière de minima)
- Rémunération par profil (égalité homme, femme)
- Principe de rémunération variable sur objectif(s) pour les profils commerciaux notamment
- Le contrat de travail à durée indéterminée est privilégié

Mouvements d'effectifs				
Pays	Arrivées	Départs		
		Volontaires	Licenciements	Retraites
France	90	64	7	-
Suède	17	10	19	-
Belgique	13	10	3	-

Germany	33,33%	66,67%
Spain	60,87%	39,13%
Italy	33,33%	66,67%
Portugal	37,93%	62,07%

Group distribution 2012	39%	61%
Group distribution 2013	36,96%	63,04%

Age distribution							
	France	Suède	Belgique	Allemagne	Espagne	Italie	Portugal
From 18 to 30	50,90%	20,75%	54,55%	22,22%	30,43%	33,3%	34,49%
From 31 to 40	41,16%	52,83%	33,33%	51,85%	60,87%	44,4%	51,72%
From 41 to 50	7,58%	24,53%	9,09%	18,52%	8,70%	22,22%	10,34%
51 years old and over	0,36%	1,89%	3,03%	7,41%	0%	0%	3,45%

	2012	2013
From 18 to 30	43%	43,04%
From 31 to 40	46%	44,35%
From 41 to 50 ans	10%	11,30%
51 years old and over	1%	1,30%

The system of remuneration within the group is decentralized and validated by the General Managers of the Group. Each subsidiary locally determines the applicable policy of remuneration for its teams and activities.

The models of remuneration are elaborated according to the objectives of motivation, of the financial performances of the companies and the practices of market.

The reference document details the trends in total wages and the remuneration of the leader social agent of the parent company (information in the Note 5 of the appendix to the consolidated financial statements and at the chapter 15)

The applicable rules as regards remuneration of the employees integrate the parameters hereafter all confused countries:

- Respect of conventions and collective agreements (in particular as regards minima)
- Remuneration by profile (women, men equality)
- variable remuneration on objective(s) for the commercial profiles in particular
- the contract of employment with unspecified duration is privileged

Turnover				
Country	Arrivals	Departures		
		Voluntary	Dismissals	Retires
France	90	64	7	-
Sweden	17	10	19	-
Belgium	13	10	3	-

Allemagne	3	-	3	-
Espagne	3	4	1	-
Italie	2	1	3	-
Portugal	4	2	2	-
Groupe	132	91	38	-

*7 transferts sont également intervenus.

Il n'existe pas de durée du travail unifiée au sein du groupe. En effet, la durée du travail dépend des conventions et accords collectifs applicables dans les différentes entités.

Par ailleurs, la répartition des contrats de travail à temps plein et à temps partiel est la suivante :

2012		
Pays	Temps Plein	Temps Partiel
France	96%	4%
Suède	79%	21%
Belgique	97%	3%
Allemagne	89%	11%
Espagne	100%	0%
Italie	100%	0%
Portugal	100%	0%

Groupe	94%	6%
--------	-----	----

2013		
Pays	Temps Plein	Temps Partiel
France	96,39%	3,61%
Suède	69,81%	30,19%
Belgique	93,94%	6,06%
Allemagne	85,19%	14,81%
Espagne	100%	0%
Italie	100%	0%
Portugal	100%	0%

Groupe	93,04%	6,96%
--------	--------	-------

Le télétravail concerne moins de 2,5% de l'effectif du groupe (base effectifs RSE).

L'absentéisme (maladie) sur la base des effectifs RSE et pour les structures qui disposent de plus de 30 (trente) collaborateurs se décompose de la manière suivante :

Entité/Pays	Effectifs RSE	Taux d'absentéisme
Hi-Media SA (France)	169	1,57%
Hi-Media Sales AB (Suède)	53	5,18%
Allopass SAS (France)	49	0,77%
L'Odyssée Interactive (Fr)	43	1,7%

b) Les relations sociales, la santé et la sécurité

Les filiales étrangères du groupe ne comportent pas de

Germany	3	-	3	-
Spain	3	4	1	-
Italy	2	1	3	-
Portugal	4	2	2	-
Group	132	91	38	-

* 7 transfers also occurred.

There is no unified duration of the work within the group. Indeed, the duration of the work depends on applicable conventions and collective agreements in the various entities.

In addition, the distribution of the contracts of full-time and part-time employment is as follows:

2012		
Country	Full-time	Part-time
France	96%	4%
Sweden	79%	21%
Belgium	97%	3%
Germany	89%	11%
Spain	100%	0%
Italy	100%	0%
Portugal	100%	0%

Group	94%	6%
-------	-----	----

2013		
Pays	Temps Plein	Temps Partiel
France	96,39%	3,61%
Sweden	69,81%	30,19%
Belgium	93,94%	6,06%
Germany	85,19%	14,81%
Spain	100%	0%
Italy	100%	0%
Portugal	100%	0%

Group	93,04%	6,96%
-------	--------	-------

The home working represents less than 2.5% of the headcount of the Group (RSE headcount).

The absenteeism (illness) on the RSE headcount basis and for the structures having more than 30 (thirty) employees is as follows:

Entity/Country	Headcount RSE	Absenteeism Rate
Hi-Media SA (France)	169	1,57%
Hi-Media Sales AB (Sweden)	53	5,18%
Allopass SAS (France)	49	0,77%
L'Odyssée Interactive (Fr)	43	1,7%

b) Social relations, health and safety

The foreign subsidiaries of the group do not comprise staff

<p>représentants du personnel.</p> <p>Le groupe a obtenu, en France, pour les différentes entités localisées à l'adresse de son siège social et à Nantes, la reconnaissance du statut d'Unité Economique et Sociale (UES).</p> <p>L'UES comprend un Comité d'entreprise et des Délégués du Personnel, lesquels se réunissent et sont consultés conformément à la réglementation en vigueur. Des procès-verbaux sont rédigés et conservés suite à ces réunions et consultations.</p> <p>L'entité Française qui n'est pas rattachée géographiquement à l'UES (L'Odyssée Interactive) dispose de Délégués du Personnel, lesquels se réunissent et sont consultés conformément à la réglementation en vigueur. Des procès-verbaux sont rédigés et conservés suite à ces réunions et consultations.</p> <p>Des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail et à l'intéressement ont été négociés et signés sur les entités françaises. Ces accords sont en application.</p> <p>Les différentes entités du groupe suivent les réglementations locales en matière de négociations obligatoires avec les représentants syndicaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le groupe n'enregistre pas de difficultés notables en matière de relations sociales. ➤ Dans les filiales étrangères pour lesquelles la représentation des salariés pourrait être mise en place, mais demeure non obligatoire, le management constate l'absence de demande de la part des salariés. <p>L'UES a entamé des démarches pour la mise en place d'un Comité Hygiène et Sécurité au cours de l'année 2013. Un collège désignatif composé de membres élus du comité d'entreprise et des délégués du personnel s'est réuni le 11 février 2014 afin de désigner les représentants du personnel au CHSCT (2 <i>représentants des salariés cadres ont été élus et une carence a été constatée du fait de l'absence de candidats non cadres</i>).</p> <p>En 2013, et sur l'ensemble des sociétés du groupe, aucun accord n'a été signé avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et sécurité au travail.</p> <p>La médecine du travail intervient en France sur l'ensemble des sites du groupe conformément à la législation en vigueur. De la même manière, les différentes filiales du groupe respectent les réglementations locales relatives à l'intervention d'organismes de prévention en matière de risques liés au travail.</p> <p>Les sites occupés par le groupe sont conformes aux recommandations locales en matière d'hygiène et de sécurité. Des initiatives sont prises localement pour améliorer le bien être des salariés (Salles de repos aménagées, matériel ergonomique etc).</p>	<p>representatives.</p> <p>The group obtained, in France, for the various entities located with the address of its registered office and in Nantes, the recognition of the statute of Economic and Social Unit.</p> <p>This unit includes a Work's council and delegates, which meet and are consulted in accordance with the regulation in force. Minutes are drafted and kept after these meetings and consultations.</p> <p>The French entity which is not attached geographically to the unit (L'Odyssée Interactive) has delegates, which meet and are consulted in accordance with the regulation in force. Minutes are drafted and kept after these meetings and consultations.</p> <p>Agreements on the adaptation of the working time and the profit-sharing were negotiated and signed on the French entities. These agreements are in application.</p> <p>The different entities of the Group are compliant to the local regulations related to the obligatory negotiations with the trade-unions representatives.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ The group does not record notable difficulties as regards social relations. ➤ In the foreign subsidiaries for which the representation of employees could occur, but remains nonobligatory, management notes the absence of request on behalf of the employees. <p>The unit started steps for the installation of a Hygiene and Safety Committee during the year 2013. A designative college composed of members elected of the work's council and union delegates met on February 11, 2014 in order to name the staff representatives with the CHSCT (2 executive employee representatives were elected and a deficiency was noted because of absence of candidates not frameworks).</p> <p>In 2013, and on the whole entities of the Group, no agreement has been signed with the trade-unions organizations or with the employees representatives related to health and security at work.</p> <p>The "employment" medicine intervenes in France on the whole of the sites of the group in accordance with the legislation in force. Same manner, the various subsidiaries of the group respect the local regulations relating to the intervention of organizations of prevention as regards risks related to work.</p> <p>The sites occupied by the group are in conformity with the local recommendations in matters of hygiene and safety. Initiatives are taken locally to improve the good being of employees (Rooms of rest, ergonomic material etc).</p>
---	--

➤ Les activités du groupe ne sont pas classées « à risque ».

Sur l'exercice 2013, les seuls accidents du travail enregistrés sont des accidents de trajets : 2 collaborateurs concernés sur 460 (base effectifs RSE). Aucun accident du travail (ou maladie professionnelle) n'a été enregistré.

c) La formation

Des politiques de formation sont arrêtées annuellement en France et dans certaines filiales étrangères du groupe. Elles définissent les orientations prises par ces différentes entités en matière de formation et les actions prioritaires à mener.

Par ailleurs, lors des entretiens annuels d'évaluation, les attentes en matière de formation sont recueillies auprès des salariés.

La formation interne est privilégiée sur la formation externe de manière à favoriser l'intégration, le transfert des connaissances et la culture du groupe. Pour les salariés des structures Françaises, une journée d'accueil des nouveaux arrivants est organisée. Les OPCA sont également régulièrement sollicités en France.

En 2013, le groupe enregistre 3367 heures de formation (langues étrangères, outils, management).

d) L'égalité de traitement et le respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

Il n'existe pas au sein du groupe de conflit sur la question des discriminations. Les politiques de recrutement et salariale œuvrent dans le respect d'une égalité entre les femmes et les hommes.

Le recrutement ne prend en considération que des critères objectifs en lien avec l'expérience, les compétences et la qualification nécessaires à la bonne réalisation des missions proposées. Cette politique de recrutement permet l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession.

Le Groupe veille à ce qu'il n'y ait pas de discriminations sexuelles, ethniques ou religieuses. La diversité est une force du groupe depuis sa création et tout au long de son évolution.

Le groupe ne formalise pas d'autres mesures en matière d'égalité entre les hommes et femmes que le traitement des CV sans discriminations de sexe et l'égalité en matière de rémunération sur des niveaux de postes, de compétences, d'anciennetés et de responsabilités équivalents. Un plan pour l'égalité Femmes/Hommes est en cours d'élaboration et sera déployé en 2014.

Les entités Françaises du groupe sont engagées dans l'insertion professionnelle de travailleurs handicapés. Ces structures sont en contact avec des associations d'aide à l'emploi des travailleurs

➤ The activities of the group are not classified « at risk ».

On 2013, the only industrial accidents recorded are commuting accidents : 2 employees on the 460 (RSE headcount). No industrial accident or occupational disease was recorded.

c) Training

Training policies are planned annually in France and in certain foreign subsidiaries of the group. They lay down the orientations taken by these various entities as regards training and the priority actions to carry out.

In addition, during the annual evaluation interviews, trainings as regards training are collected from the employees.

The internal training is privileged upon external training so as to support integration, the transfer of knowledge and the culture of the group. For the employees of the French structures, one welcome day is organized for the newcomers. The OPCA are also regularly requested in France.

In 2013, the group records 3367 hours of training (foreign languages, tools, management).

d) Equal treatment and respect of the stipulations of fundamental conventions of the International Labour Organization

There does not exist within the group conflict on the question of discriminations. The policies of recruitment and wage work in the respect of an equality between the women and the men.

Recruitment takes into account only objective criteria in bond with the experience, skills and the qualification necessary to the good realization of the functions. This policy of recruitment allows the elimination of discriminations in terms of employment and profession.

The Group takes care that there are no sexual discriminations, ethnic or religious. Diversity is a force of the group since its creation and throughout its evolution.

The Group does not formalize other measurements as regards equality between the men and women only the treatment of the CV without discriminations of sex and the equality as regards remuneration on levels of functions, competences, seniorities and responsibilities equivalents. A plan for the equality Women/Men is under development and will be deployed in 2014.

The French entities of the group are committed in the professional insertion of handicapped workers. These structures are in contact with associations of assistance to the

handicapés et plusieurs embauches ont été réalisées. Le groupe comprend 4 collaborateurs handicapés en 2013 (répartis sur les entités Françaises du groupe). Par ailleurs des contrats ont été conclus avec des centres d'aide par le travail et les différents locaux sont adaptés à l'accueil de personnes à mobilité réduite.

Les principes de gouvernance du groupe, le contrôle interne et la centralisation des contrats et partenariats conclus permettent de s'assurer de l'absence de relations contractuelles avec des fournisseurs (ou sous-traitants) qui ne respecteraient pas les principes d'abolition effective du travail des enfants, d'élimination du travail forcé obligatoire ou encore de non respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective. L'ensemble des prestations commandées par le groupe sont effectuées sur la base de modèles contractuels qui définissent un cadre permettant de connaître les différents intervenants du processus de production. Le groupe n'a pas réalisé en 2013 de commandes matérielles auprès de fournisseurs situés en dehors de l'Union Européenne ou du territoire Américain. La nature de l'activité de « fournisseur de service » du groupe ne nécessite pas d'approvisionnement en matières premières, d'achats de matériaux ou de biens matériels à transformer. Le groupe ne dépend pas de structures d'extraction, d'assemblage, ou de confection au cours de son processus de production.

Les règles et valeurs véhiculées par les stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail sont des éléments forts qui recueillent la pleine adhésion du groupe. Les principes visés par l'article R225-105 du code de Commerce ne ciblent toutefois pas les activités développés par le groupe.

2. Protection environnementale et engagements sociétaux

a) Protection environnementale

La société n'exerce pas d'activité industrielle ou de production manufacturée. Elle n'utilise pas de machines industrielles, n'a pas recours à l'exploitation des sols ni à l'extraction ou au traitement des matières premières. L'activité exercée est une activité de service intégralement dématérialisée. Le processus d'exploitation ne génère pas de nuisances sonores, de pollutions spécifiques, de rejets susceptibles d'affecter gravement l'environnement (ou de nécessiter des garanties ou provisions en matière d'environnement) et ne dépend pas de l'alimentation en eau pour son fonctionnement.

Le processus de production du groupe ne génère pas de déchets susceptibles d'être directement recyclés, de rejets dans l'air (pas de dégagements de gaz à effet de serre), l'eau ou le sol. Ce processus ne crée pas de nuisances sonores.

Le groupe ne consomme pas d'eau, n'exploite pas les sols, n'altère pas la biodiversité et n'a pas recours aux matières premières lors de son processus de production. La

employment of the handicapped workers and several recruitings were carried out. The Group counts 4 handicapped employees in 2013 (on the French entities of the Group). In addition contracts were concluded with centers from assistance by work and the various buildings are adapted to the reception of people with reduced mobility.

The principles of governorship of the group, the internal audit and the centralization of the contracts and partnerships concluded make it possible to be ensured of the absence of contractual relations with suppliers (or subcontractors) who would not respect the principles of effective abolition of the child work, of elimination of the obligatory forced labour or of non-respect of the right of association and the right of collective negotiation. The whole of the services ordered by the group are carried out on the basis of contractual model which defines a framework making it possible to know the various speakers of the production process. The group did not realize in 2013 of material orders to suppliers located apart from the European Union or of the American territory. The nature of the activity of "supplier of service" of the group does not require supply raw materials, purchases of materials or goods material to transform. The group does not depend on structures of extraction, assembly, or clothes industry during its production process.

The rules and values conveyed by the stipulations of fundamental conventions of the International Labour Organization are strong elements which collect the full adhesion of the group. The principles aimed by the R225-105 article of the commercial law do not target however the activities developed by the group.

2. Environmental protection and societal undertakings

a) Environmental protection

The company does not carry on an industrial activity or of manufactured production. It does not use industrial machines, recourse to the exploitation of the grounds nor to the extraction or the treatment of the raw materials does not have. The carried on activity is a completely dematerialized activity of service. The process of exploitation does not generate sound harmful effects, specific pollution, rejections suitable for affect the environment seriously (or to require guarantees or provisions as regards environment) and does not depend on the water supply for its operation.

The production process of the group does not generate waste likely to be directly recycled, air pollutants (not of gas outbursts for purpose of greenhouse), water or the ground. This process does not create sound harmful effects.

The group does not consume water, does not exploit the grounds, does not deteriorate the biodiversity and does not have recourse to the raw materials during its production

consommation d'HiMedia est avant tout énergétique.

Bien que son activité présente, par essence, un faible impact environnemental et ne soit pas directement menacée par les conséquences du changement climatique, le groupe a souhaité s'inscrire dans une logique de développement durable considérant que la préservation de l'environnement est une valeur pérenne et une source d'innovation.

Le groupe a ainsi entrepris d'identifier et d'agir sur les éléments significatifs qui contribuent à son empreinte environnementale. Ces différentes mesures sont listées ci-après :

- En ce qui concerne son matériel informatique, la société a recours à un fournisseur unique qui respecte les normes Européennes et standards internationaux pour la consommation énergétique et le choix de ses composants. Une politique adaptée de maintenance et de gestion des stocks permet de réduire la fréquence des renouvellements et d'augmenter la durabilité des machines.
- En ce qui concerne ses datacenters, la société a recours à deux prestataires.

L'une des solutions d'hébergement retenue privilégie la flexibilité autour de deux éléments : l'espace occupé, la consommation électrique. Le datacenter est équipé d'armoires « haute densité », et de systèmes permettant de dissocier l'alimentation « air froid » et le retour « air chaud ». La consommation énergétique est ainsi optimisée et monitorée. Les dégagements de CO2 sont réduits.

L'autre solution d'hébergement retenue fonctionne avec des unités de climatisation pour salles informatiques à faible consommation d'énergie (économie d'énergie de 40% par rapport aux systèmes standards). L'électricité du site provient d'un fournisseur à faible empreinte carbone et le site bénéficie d'une certification écologique. L'énergie produite par la chaleur résiduelle du site est redistribuable localement.

- En ce qui concerne ses locaux. Le diagnostic de performance énergétique fait l'objet d'une validation pour les baux signés depuis 2008 concernant les structures destinées à accueillir plus de 50 salariés. L'ensemble des structures du groupe comportent un espace de repos et (lorsque c'est possible) des espaces verts entretenus. Des contrats sont conclus avec les fournisseurs d'électricité pour optimiser la consommation électrique et l'auto-régulation est privilégiée pour l'éclairage et l'électricité.

En milieu urbain, les salariés sont encouragés à utiliser les transports en commun. La société limite le nombre

process. The consumption of HiMedia is only energetic.

Although its activity presents, essentially, a weak environmental impact and is not directly threatened by the consequences of the climatic change, the group wished to fall under a durable logic of development considering that the safeguarding of the environment is a perennial value and a source of innovation.

The Group thus undertook to identify and to act on the significant elements which contribute to its environmental print. These various measurements are listed hereafter:

- With regard to its computer equipment, the company has recourse to a single supplier which respects the European standards and international standard for the power consumption and the choice of his components. An adapted policy of maintenance and inventory control makes it possible to reduce the frequency of the renewals and to increase the durability of the machines.
- With regard to its datacenters, the company has recourse to two companies.

One of the solutions of lodging retained privileges flexibility around two elements: occupied space, electric consumption. The datacenter is equipped with cupboards "high density", and with systems making it possible to dissociate the food "air cold" and the return "air hot". The power consumption is thus optimized and monitorée. The CO2 outbursts are reduced.

The other solution of lodging retained functions with units of air-conditioning for computer rooms with low fuel consumption of energy (energy saving of 40% compared to the standard systems). The electricity of the site comes from a supplier to weak carbon print and the site profits from an ecological certification. The energy produced by the after-heat of the site is redistribuable locally.

- With regard to its buildings. The energy diagnosis of performance is the validation object for the beams signed since 2008 concerning the structures intended to accomodate more than 50 paid. The whole of the structures of the group comprise a space of rest and (when it is possible) maintained parks. Contracts are concluded with the suppliers from electricity to optimize electric consumption and the automatic regulation is privileged for lighting and electricity.

In urban environment, the employees are encouraged to use public transport. The company

de places de parking disponibles (Ex : seulement 8 places au siège) et mène une politique restrictive en matière d'attribution de véhicules de fonction. Les déplacements professionnels qui nécessitent de quitter une agglomération font l'objet de contrôles et doivent être justifiés (guichet unique pour les réservations de billets), les trajets en avion sont limités.

La société fait intervenir des prestataires extérieurs locaux pour l'entretien et l'évacuation des déchets. Des produits conformes à la réglementation Européenne sont utilisés par ces derniers pour les opérations de nettoyage.

Enfin, des initiatives sont prises localement en faveur de la préservation de l'environnement (Cartes de visite imprimées par un prestataire disposant d'un partenariat avec le WWF, livraisons hebdomadaires de fruits pour soutenir les producteurs locaux, système de messageries internes pour réduire les emails et les impressions concomitantes etc).

b) Engagements sociétaux

Les activités et orientations de la société en matière de publicité et de paiement fournissent les outils nécessaires à la création de revenus pour de nombreuses sociétés à travers le monde. Ce positionnement fait de la société un acteur intégré à un environnement économique et culturel global.

La société entretient différents niveaux de relations avec les personnes intéressées par son activité. Elle est ainsi appelée à intervenir au sein de différentes instances et groupements professionnels (IAB Europe, Geste, ACSEL, SRI etc), à entretenir des relations avec les régulateurs et instances administratives qui encadrent ses opérations (AMF, ACP, CNIL, ARCEP, DGCCRF etc). Enfin, la société attache une grande importance à la formation, à l'intégration et à la diversité culturelle.

- Des partenariats ont ainsi été conclus avec différentes écoles, universités technologiques et centres de formation en France (notamment pour développer l'apprentissage et la professionnalisation) et en Espagne. La taxe d'apprentissage en France est intégralement reversée à des écoles et centres de formation.
- Des initiatives d'intégration ont été prises localement (Rencontres avec les associations d'insertion de personnes handicapées, contrats conclus avec des centres d'aide par le travail pour la fourniture de matériel de bureau, l'impression de documents ou encore l'envoi de colis, visites sur site organisée pour des écoles ou des organisations d'aide à l'emploi).

limits the number of parking spaces available (Ex: only 8 places with the seat) and follows a restrictive policy as regards attribution of vehicles of function. Professional displacements which require to leave an agglomeration are the control object and must be justified (single counter for the reservations of tickets), the ways in the plane are limited.

The company utilizes local people receiving benefits external for maintenance and the evacuation of waste. Products in conformity with the Européenne regulation are used by the latter for the operations of cleaning.

Lastly, of the initiatives are taken locally in favour of the safeguarding of the environment (Calling cards printed by a person receiving benefits having a partnership with the WWF, weekly fruit deliveries to support the local producers, system of internal transport to reduce the emails and concomitant impressions etc).

b) Societal undertakings

The activities and orientations of the company in terms of advertising and payment provide the necessary tools to the creation of incomes for many companies throughout the world. This positioning makes to company an actor integrated into an economic and cultural environment total.

The company maintains various levels of relations with the people interested by its activity. It thus has to intervene within various authorities and professional bodies (IAB Europe, Geste, ACSEL, SRI etc), to maintain the relationships to the regulators and administrative authorities which regulate its operations (MFA, ACP STATE, CNIL, ARCEP, DGCCRF etc). Lastly, the company attaches a great importance to the formation, integration and cultural diversity.

- Partnerships were thus concluded with various schools, technological universities and centers of formation in France (in particular to develop the training and the professionalisation) and in Spain. The tax of training in France is completely transferred with schools and centers of formation.
- Initiatives of integration were taken locally (Meetings with associations of insertion of people handicapped, contracts concluded with centers from assistance by work for the supply of office equipment, impression of documents or the sending of parcel, visits on site organized for schools or organizations of assistance to employment).

- La fondation d'entreprise Hi-media (créée conformément à l'autorisation délivrée par arrêté du Préfet de Paris en date du 12 juillet 2012) a par ailleurs pour objet en France et en Europe, la mise en œuvre de toutes actions concourant à assurer la diversité de l'offre culturelle et médiatique en soutenant des projets culturels, notamment dans les domaines de la musique et de l'image (cinéma, documentaire, scénarios, narrations diverses...), et sur tous supports de communication, ainsi qu'en stimulant l'émergence de nouveaux médias d'information.

Les moyens d'action de la Fondation d'entreprise HI-MEDIA sont notamment :

- L'aide à la création et l'accompagnement de projets culturels et d'information, notamment par une participation à leur financement ;
- L'accompagnement et la formation de directeurs de production et d'édition agissant dans le cadre d'organisations subventionnées, dans le sens d'une plus grande indépendance, passant notamment par la diversification de leurs ressources financières ;
- L'organisation d'évènements, festivals et manifestations culturelles, notamment dans les domaines de la musique, de l'image et de l'information, et plus particulièrement dans les secteurs les moins développés ;
- L'animation et l'organisation, notamment par le biais des médias internet et papier, de débats et de réflexions sur des thèmes rarement abordés par les médias commerciaux ;
- L'organisation et la participation à des actions de communication favorisant la connaissance de l'action qu'elle mène, ainsi que la diffusion d'informations par tout support approprié de communication.

Les choix du Groupe en matière de fournisseurs sont effectués conformément à ses engagements en matière de protection environnementale. Le recours à la sous-traitance est très faible au sein du groupe et ne concerne que des activités de type « services dématérialisés » (Exemple : Correction de contenus, archivage numérique de documents, enrichissement de bases de données, validation de documents administratifs etc) qui ne présentent pas d'impact sur l'environnement. Le groupe dispose d'un sous-traitant en Tunisie et d'un sous-traitant à Madagascar. Ces sous-traitants respectent les droits de l'homme, les conventions fondamentales et les règles de l'Organisation Internationale du Travail. Ils sont engagés à fournir à HiMedia sur demande, toute attestation ou document requis à ce titre. Les

- The foundation of company Hi-media (created in accordance with the authorization granted by decree of the Prefect of dated July 12, 2012 Paris) has in addition as an aim in France and Europe, the implementation of all actions contributing to ensure the diversity of the cultural and media offer by supporting cultural projects, in particular in the fields of the music and the image (cinema, documentary, scenarios, various narrations...), and on all supports of communication, like by stimulating the emergence of new media of information.

The means of action of the Foundation of company HI-MEDIA are in particular:

- Assistance with creation and accompaniment of cultural projects and information, in particular by a participation in their financing;
- Accompaniment and training of directors of production and edition acting within the framework of subsidized organizations, the direction of a greater independence, passing in particular by the diversification of their financial resources;
- The organization of events, festivals and cultural events, in particular in the fields of the music, the image and information, and more particularly in the least developed sectors;
- Animation and the organization, in particular by the means of the media Internet and paper, debates and reflexions on topics seldom approached by the commercial media;
- The organization and the participation in actions of communication supporting the knowledge of the action which it takes, as well as the diffusion of information by any suitable support of communication.

The choices of the Group as regards suppliers are carried out in accordance with its engagements as regards environmental protection. The recourse to subcontracting is very weak within the group and only activities of the type "dematerialized services" (Example relates to: Correction of contents, numerical filing of documents, enrichment of data bases, validation of administrative documents etc) which do not present environmental impact. The group has of a subcontractor in Tunisia and a subcontractor in Madagascar. These subcontractors respect the human rights, fundamental conventions and the rules of the International Labour Organization. They undertake to provide HiMedia on request with any certificate or document required for this reason. Work

travaux réalisés ainsi que les conditions dans lesquels ces travaux sont réalisés font l'objet de contrôles. L'identité des salariés des sous-traitants est vérifiée. HiMedia dispose, à tout moment, de la possibilité de contacter nominativement chacun des salariés de ses sous-traitants.

c) Sécurité et protection des consommateurs

La sécurité, la qualité et le contrôle des services proposés sont une priorité pour le groupe. La sécurité physique des données publicitaires et des données de paiement est assurée par le stockage des informations au sein des 2 datacenters du groupe. Les accès à ces infrastructures sont contrôlés par une politique d'accès limitatifs et nominatifs (*Listes de salariés autorisés, contrôles des identités à l'entrée des datacenters, accès coordonnés avec un technicien uniquement, zones d'accès avec lecteur de cartes, caméras vidéo, clés d'accès pour les baies serveurs etc*).

La sécurité logique des données publicitaires et des données de paiement est assurée par les systèmes déployés sur les équipements du groupe (*Sauvegardes par réplication, pare-feux, cloisonnement des données, sondes logicielles, systèmes d'alertes, répartiteurs de charges, journalisation, chiffrement etc*).

Le groupe dispose, pour son service de paiement, d'un agrément « Etablissement de Paiement » obtenu auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) de la Banque de France, d'un agrément « Etablissement Emetteur de Monnaie Electronique » obtenu auprès de la FSMA de la Banque Nationale de Belgique, et a obtenu la certification PCI-DSS en 2013. Sa direction du contrôle France et sa cellule de lutte contre la fraude sont destinées à prévenir les opérations illicites et sont ainsi en relation avec TRACFIN, les autorités de Police, la DGFIP, la DGCCRF etc.

Le statut de société cotée d'HiMedia et les contrôles qui y sont associés, le mode de gouvernance d'HiMedia et les règles en vigueur en matière de contrôle interne permettent de prévenir et déceler d'éventuelles situations de conflit d'intérêt ou de corruption. Les comptes du groupe sont audités.

La protection des données personnelles est également une priorité pour le groupe compte tenu de la nature de ses activités. Cette protection s'organise autour d'un Correspondant Informatique et Libertés en France (zone principale de collecte et traitement des données personnelles) et de déclarations auprès des autorités locales pour les autres territoires lorsqu'ils sont concernés. L'ensemble des contrats avec les clients et fournisseurs du groupe comportent des obligations en matière de protection des données personnelles et des politiques de protection spécifiques ont été déployées autour des différents sites et services édités par le groupe. A titre d'exemple, en matière de publicité comportementale, la société a signé dans le cadre de l'IAB Europe, la charte « *European Self-regulation for Online Behavioural Advertising - Transparency and Control for*

completed as well as the conditions under which this work is completed is the control object. The identity of paid subcontractors is checked. HiMedia has constantly the possibility to contact by directly each of the employees of its subcontractors.

c) Safety and protection of the consumers

Safety, quality and control of proposed services are a priority to Hi-Media. The physical safety of the advertising data and the data of payment is ensured by the information storage within the 2 datacenters of the group. The accesses to these infrastructures are controlled by a policy of restrictive and personal accesses (*Lists of authorized employees, controls of the identities at the entry of the datacenters, accesses coordinated with a technician only, access points with card reader, video cameras, access key for the bays waiters etc*).

The logical safety of the advertising data and the data of payment is ensured by the systems deployed on the equipment of the group (*Safeguards by replication, avoid-fires, bulk-heading of the data, software probes, alarm systems, distributors of loads, journalizing, coding etc*).

The company lays out thus, for its service of payment, of an approval "Establishment of Payment" obtained from the Prudential Controlling authority (ACP) of the Bank of France, of an approval "Establishment of Electronic money" obtained from the FSMA of the National Bank of Belgium, and got the certification PCI-DSS for the year 2013. Its direction of the control and its cell of fight against the fraud are intended to prevent the illicit operations and are thus in relation to TRACFIN, the authorities of Police force, the DGFIP, DGCCRF etc.

Because of HiMedia being listed and due to the controls which are associated there, the mode of governorship of HiMedia and the rules in force as regards internal audit make it possible to prevent and detect possible situations of conflict of interest or corruption. The accounts of the group are audited

The personal data protection is also a priority for the group taking into account the nature of its activities. This protection is organized around a CNIL correspondent (principal zone of collection and personal data processing) and declarations to the local authorities for the other territories when they are concerned. The whole of the contracts with the customers and suppliers of the group comprise obligations as regards personal data protection and of the specific policies of protection were deployed around the various sites and services published by the group. As example, as regards behavioral publicity, the company signed in the framework of the IAB Europe, the charter "*European Self-regulation for Online Behavioural Advertising - Transparency and Control for Consumers*" which makes it possible the user to control his cookies and to refuse

Consumers » qui permet à l'utilisateur de contrôler ses cookies et de refuser le ciblage. De la même manière, en 2013, le groupe a procédé à l'harmonisation de l'ensemble de ses technologies de diffusion autour d'un mécanisme unique d'« opt-out cookies ciblés ».

Lorsqu'il s'adresse à des consommateurs dans le cadre de son service de paiement, le groupe met en place un service client susceptible de prendre en charge des demandes dans les langues suivantes : Français, Anglais, Espagnol, Portugais, Allemand, Italien, Néerlandais. Les pages de paiements des services ALLOPASS sont accompagnées d'explications détaillées et de conseils destinés à prévenir la fraude.

De manière générale, le groupe dispose de conditions générales pour l'ensemble de ses produits et respecte les recommandations déontologiques relatives à ses différents métiers.

Le groupe ne propose pas de services susceptibles d'avoir une incidence sur la santé des consommateurs.

Le groupe ne propose pas de services susceptibles de porter atteinte aux droits de l'homme. En matière de publicité et de paiement, les conditions générales des services du groupe prohibent les contenus attentatoires aux droits fondamentaux.

Description des principaux risques

Les risques sont décrits dans le rapport du Président rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Participation des salariés et actionnariat salarié

Deux rapports spéciaux vous rendent compte des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues respectivement aux articles L 225-177 à L 225-186 du code de commerce (options de souscription d'actions) et aux articles L 225-197-1 à L 225-197-3 du code de commerce (actions gratuites).

A la connaissance de la société et à ce jour, les salariés détiennent 2,08% du capital de Hi-Media.

Titres donnant accès au capital

Les titres donnant accès au capital sont détaillés dans l'annexe sociale en note 10.3 ainsi que dans l'annexe aux comptes consolidés en note 24.

Filiales et participations

Les sociétés contrôlées par Hi-Media figurent à la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Cessions de participations

Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice

the targeting. Same manner, in 2013, the group carried out the harmonization of the whole of its technologies of diffusion around a single mechanism of "opt-out cookies targetings".

When it is addressed to consumers within the framework of his service of payment, the group sets up a customer service likely to deal with requests in the following languages: French, English, Spanish, Portuguese, German, Italian, Dutch. The pages of payments of services Allopas are accompanied by detailed explanations and councils intended to prevent the fraud.

In a general way, the group has general conditions for the whole of its products and respects the deontological recommendations relating to its various trades.

The group does not propose services likely to affect the health of the consumers.

The group does not propose services likely to affect the Human rights. In advertising and payment, the general conditions of the services of the group prohibit the contents that should affect the fundamental Rights.

Risks

The risks are described in the President's report regarding preparation and organisation of the Board of Directors' work as well as the internal control procedures implemented by the company.

Employee profit sharing and shareholding

Two special reports present the operations carried out under the provisions respectively of articles L225-177 to L225-186 of the Code of commerce (stock options) and of articles L225-197-1 to L225-197-3 of the Code of commerce (free shares).

To Hi-Media's knowledge and to date, the employees hold 2.08% of Hi-Media share capital.

Securities offering access to the capital

The securities offering access to the capital are detailed in the appendix to the corporate financial statements in note 10.3 as well as in the appendix to the consolidated financial statements, in note 24.

Subsidiaries and affiliates

The companies controlled by Hi-media are listed in the note 3.1, in the appendix to the consolidated financial statements.

Transfers of holdings

Cf. Significant events

<p><i>Constitution de filiale</i> Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice</p> <p><i>Prise de participation ou de contrôle</i> Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice</p> <p><i>Acquisitions de sociétés</i> Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice</p> <p><i>Fusions</i> Néant</p> <p><i>Valeurs mobilières de placement détenues au 31 décembre 2013</i> Cf. note 8 de l'annexe sociale et 17 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Répartition du capital social</p> <p>Le capital de la société s'élève à 4.511.264,50 euros et est divisé en 45.112.645 actions, toutes de même catégorie.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant à notre connaissance plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :</p>	<p><i>Subsidiary constitution</i> Cf. Significant events</p> <p><i>Acquisition of holdings or of control</i> Cf. Significant events</p> <p><i>Acquisitions of companies</i> Cf. Significant events</p> <p><i>Mergers</i> None</p> <p><i>Short-term investment securities held on 31 December 2013</i> Cf. note 8 of the appendix to the corporate financial statements and note 17 of the appendix to the corporate financial statements.</p> <p>Breakdown of the share capital</p> <p>The Company's capital stands at €. 4,511,264.50, divided into 45,112,645 shares, all of the same class.</p> <p>Pursuant to the provisions of Article L 233-13 of the French Code of Commerce and in view of the information received in application of Articles L 233-7 and L 233-12 of said code, we inform you, below, of the identities of shareholders holding more than one-twentieth, one-tenth, three-twentieths, one-fifth, one-fourth, one-third, one-half, two-thirds, eighteen-twentieths or nineteen-twentieths of the share capital or voting rights:</p>												
<table border="1"> <tr> <td>Actionnaires</td> <td>Nombre d'actions Hi-Media détenues et % au 11 mars 2014</td> </tr> <tr> <td>IDI</td> <td>1 476 344 actions soit 3,27%</td> </tr> <tr> <td>United Internet</td> <td>4 735 000 actions soit 10,5%</td> </tr> </table>	Actionnaires	Nombre d'actions Hi-Media détenues et % au 11 mars 2014	IDI	1 476 344 actions soit 3,27%	United Internet	4 735 000 actions soit 10,5%	<table border="1"> <tr> <td>Shareholders</td> <td>Number of Hi-Media shares held and % on March 11, 2014</td> </tr> <tr> <td>IDI</td> <td>1 476 344 shares i.e. 3.27%</td> </tr> <tr> <td>United Internet</td> <td>4 735 000 shares i.e. 10.5%</td> </tr> </table>	Shareholders	Number of Hi-Media shares held and % on March 11, 2014	IDI	1 476 344 shares i.e. 3.27%	United Internet	4 735 000 shares i.e. 10.5%
Actionnaires	Nombre d'actions Hi-Media détenues et % au 11 mars 2014												
IDI	1 476 344 actions soit 3,27%												
United Internet	4 735 000 actions soit 10,5%												
Shareholders	Number of Hi-Media shares held and % on March 11, 2014												
IDI	1 476 344 shares i.e. 3.27%												
United Internet	4 735 000 shares i.e. 10.5%												
<p>En date du 10 janvier 2014, la société IDI a déclaré franchir à la baisse le seuil de 4% du capital et des droits de vote.</p> <p>A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement, indirectement ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.</p> <p>Actions propres détenues au 31 décembre 2013 Au 31 décembre 2013, Hi-Media S.A. détient 160.335 actions propres. Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité, Hi-Media détient 165.682 actions propres au 31 décembre 2013.</p>	<p>On January 10, 2014, the company IDI declared that it crossed downward the 4% of the capital and of the voting rights threshold.</p> <p>To the Company's best knowledge, there are no other shareholders holding 5% or more of the capital or of the voting rights directly, indirectly or in concert with others.</p> <p>Treasury shares held on 31 December 2013 On December 31, 2013, Hi-Media holds 160,335 treasury shares. In addition, within the liquidity contract, Hi-Media holds 165.682 treasury shares on December 31, 2013.</p>												
Evolution de la capitalisation boursière sur 18 mois	Changes in market capitalization												
Volume d'échange et cours de bourse de l'action Hi-Media Trading volume and market price of the Hi-Media share													
		Cours de bourse en EUR Market price in euros											
Mois / Month	Nombre de titres échangés / Number of	Haut / High	Bas / Low	Moyenne des cours à la clôture : Average closing									

	securities traded			price
Juil.-12	2 516 053	2,27	1,80	2,01
Août-12	4 336 177	2,26	1,88	2,06
Sept.-12	2 216 223	2,21	1,95	2,09
Oct.-12	1 719 192	2,15	1,96	2,05
Nov.-12	1 380 382	2,05	1,85	1,94
Déc.-12	2 004 218	2,17	1,94	2,03
Janv.-13	3 379 220	2,25	2,01	2,11
Fév.-13	1 614 847	2,08	1,90	1,97
Mars-13	1 688 472	1,95	1,75	1,87
Avr.-13	2 012 419	1,81	1,64	1,71
Mai-13	1 433 983	1,85	1,70	1,78
Juin-13	1 012 595	1,80	1,64	1,72
Juil.-13	1 587 684	1,77	1,65	1,70
Août-13	2 647 401	1,89	1,69	1,80
Sept.-13	1 641 336	1,90	1,73	1,80
Oct.-13	1 831 143	1,97	1,77	1,83
Nov.-13	2 409 479	1,96	1,68	1,77
Déc.-13	2 623 875	1,93	1,81	1,88

Résultat – Affectation – Dividendes

Comptes sociaux

L'exercice écoulé se traduit par un bénéfice de 15.024.128,66 € que nous vous proposons d'affecter en totalité au report à nouveau.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces comptes sociaux sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2006 un dividende a été distribué pour la première fois, à raison de 0,10 euro pour chacune des 30 666 729 actions. Ce dividende était éligible à l'abattement de 40%.

Aucun dividende n'a été distribué depuis.

Tableau des résultats

Au présent rapport, est joint, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours des cinq derniers exercices clos.

Dépenses somptuaires et frais généraux donnant lieu à réintégration

La Société n'a supporté aucune charge visée à l'article 39-4 du code général des impôts au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce

Nous vous demandons également d'approuver les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce régulièrement autorisées par votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé.

Les commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial.

Conventions visées à l'article L 225-42 du code de commerce

Il n'y a pas de convention visée à l'article L225-42.

Les commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial.

Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

Il est rappelé que le Conseil d'administration en date du 19

Earnings – Appropriation

Corporate financial statements

The past financial year produced a profit of € 15,024,128.66 which we propose to allocate to retained earnings.

The rules of presentation and the methods of valuation adopted for the establishment of these accounts are in conformity with the regulation and are the same to those adopted for the previous financial years.

Dividends

For the financial year 2006, a dividend was distributed for the first time, i.e. €0.10 for each of the 30,666,729 shares. This dividend was eligible for the 40% abatement.

No dividend was distributed since then.

Table of earnings

Pursuant to the provisions of Article 148 of the decree of 23 March 1967, a table is attached to the present report showing our Company's earnings in the last five financial years.

Sumptuary expenditures and overhead giving rise to reinstatement

The Company did not incur any charges mentioned in Article 39-4 of the French General Taxation Code during the financial year ending on 31 December 2013.

Conventions mentioned in Article L 225-38 of the French Code of Commerce

We also request you to approve the conventions mentioned in Article L 225-38 of the French Code of Commerce regularly authorised by your Board of Directors during the past financial year.

The auditors have been informed of said conventions, which they describe for you in their special report.

Conventions mentioned in Article L.225-42 of the French Code of Commerce

There is no convention mentioned in Article L 225-42 of the French Code of Commerce.

The auditors have been informed of said conventions, which they describe for you in their special report.

Information concerning the authorised agents

Pursuant to the provisions of Article L 225-102-1 of the French Code of Commerce, we indicate for you, below, the total compensation and the benefits of all kinds paid during the financial year to each authorised agent.

It has to be reminded that the Board of Directors as of

décembre 2008 a décidé que la Société se conformerait aux recommandations Afep-Medef du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées et la Société a porté cette information à la connaissance du public par un communiqué de presse du 23 décembre 2008.

Les rémunérations annuelles brutes totales versées, au titre de l'exercice 2013, aux dirigeants mandataires sociaux sont les suivantes :

December 19th 2008 decided that the Company will comply with the Afep-Medef recommendations as of October 6th 2008 related to the compensation paid to the authorised agents of the listed companies and the company broadcasted this information to the public by a press release as of December 23rd 2008.

The total gross annual remuneration paid, for the 2013 financial year, to the senior managers acting as authorised agents is as follows:

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Cyril Zimmermann, Président Directeur Général	2013		2012	
	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés durant l'exercice	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés Durant l'exercice
Rémunération fixe	265 000	265 000	322 500	322 500
Rémunération variable	30 000	30 000	50 000	50 000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	29 374*	29 374*	27 032*	27 032*
Total	324 374	324 374	399 532	399 532

* véhicule de fonction et garantie perte d'emploi

La Société a souscrit un contrat de garantie perte d'emploi et un contrat de retraite supplémentaire pour son Directeur Général, ainsi qu'un contrat d'assurance vie. Les coûts liés à ces engagements pour la société sont limités au règlement des primes d'assurance.

Il est précisé que les dirigeants mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération, au titre de leurs autres activités et/ou mandats au sein du Groupe Hi-Media.

Il n'est pas prévu de prime d'arrivée ni de départ pour les mandataires sociaux.

La rémunération variable des mandataires sociaux est fondée sur l'atteinte d'objectifs en termes notamment de résultat opérationnel courant. Cette rémunération variable est versée semestriellement et est fonction du % de réalisation de l'objectif. Le tableau ci-dessous présente un historique des attributions faites au bénéfice des mandataires sociaux, dirigeants ou non dirigeants.

*vehicle and unemployment insurance

The Company signed an unemployment insurance contract and supplementary pension for its CEO, as well as a life insurance contract. The costs related to these contracts for the company are limited to the payment of the premiums of insurance.

It is specified that the senior managers acting as authorised agents do not receive any compensation for their other activities and/or mandates within Hi-Media Group.

There is no welcome nor depart bonus for the authorised agents.

The variable remuneration of the authorised agents is based in particular on the objectives of current operating result. This variable remuneration is paid twice in the year and is a percentage of the realisation of the objective. The following table presents an historical of the attributions to the benefit of the authorised agents, managers or non managers.

Informations sur les options de souscription d'actions et les actions gratuites

Date d'assemblée	3 mai 11
Date du Conseil	27 août 12
Nombre d'actions pouvant être souscrites par ou attribuées à	
Cyril Zimmermann	160 000
Point de départ d'exercice des options ou fin de la période d'acquisition	27 août 14
Date d'expiration	27 août 16
Prix de souscription/juste valeur	1,93
Nombre d'actions souscrites ou acquises au 31/12/13 par	
Cyril Zimmermann	-
Nombre d'options annulées ou caduques	-

	Options de souscription restantes en fin d'exercice	160 000	
<p>Les autres membres du conseil d'administration perçoivent des jetons de présence (cf. paragraphe « Jetons de présence » ci-dessous).</p> <p>Figure par ailleurs ci-après la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par les membres du Conseil d'administration :</p>		<p>The other members of the Board are paid with attendance fees (cf. "attendance fees" paragraph below).</p> <p>In addition, we list, below, the mandates and functions exercised in any company by the members of the Board of Directors:</p>	

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions exercées dans toute société du Groupe	Mandats exercés en dehors du Groupe actuellement ou durant les 5 dernières années	Expertise et expérience en matière de gestion
Cyril Zimmermann	21/12/98	AG statuant sur les comptes de l'exercice social clos le 31/12/13	Directeur Général	-	15/17 rue Vivienne Paris 2 ^{ème}	Administrateur de - Hi-Media Advertising Web SL - Hi-Media Portugal Ltd - Hi-Media Sales AB - Hi-Media Network AB - Hi-Media Network Internet Espana SL - Hi-Media Italia SRL ; - Hi-Media Ltd (UK); - Hi-Media Nederland BV - HPME - HPMP - Allopass Scandinavia - New Movil Media SL - Mobvious Italia Srl et membre du CS de Hi-Media Deutschland AG Gérant de : - Bonne Nouvelle Editions SARL ; -Directeur de Groupe Hi-Media USA Inc. Président de : - Allopass SAS - L'Odyssée Interactive SAS - Fondation d'entreprise Hi-Media	Durant les 5 dernières années : Gérant de Laroquette Musique & Media Actuellement : Gérant de la société Les Créations du 8, de la SPRL Cyril Zimmermann, Membre du conseil d'administration de Believe SA	Cyril Zimmermann est PDG de la société Hi-Media depuis sa création. Il est diplômé de l'ESC Paris et de l'IEP de Paris.
Jocelyn Robiot	02/11/05	AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/14	-	Sr Vice President Global Sports Marketing d'Adidas - DG adidas International Marketing	Adidas International Marketing – Hoogoorddreef 9a— 1101 BA Amsterdam - Hollande	-	Actuellement : Administrateur de Euprosoft.	Actuellement Sr Vice President Global Sports Marketing d'Adidas et ancien business developer de Havas Sports
Jean-Charles Simon	02/11/05	AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/14	-	Président de Facta Group	Facta Group 24 rue Octave Feuillet 75116 Paris	-		Anciennement Directeur Général Délégué du MEDEF et Directeur de l'AFEP puis Chef économiste du Groupe et Directeur des Affaires publiques et de la Communication de la SCOR
United Internet représentée par	04/05/10	AG statuant sur les comptes de	-	CFO United Internet	UNITED INTERNET AG Montabaur - Allemagne		Administrateur de - United Internet Media	

Norbert Lang		l'exercice social clos le 31/12/13					AG - United-domains AG	
--------------	--	---------------------------------------	--	--	--	--	---------------------------	--

<p>Jetons de présence</p> <p>Aucun versement au titre des jetons de présence n'aura lieu pour l'exercice 2013.</p> <p>L'enveloppe votée par l'assemblée générale du 30 avril 2009 était de 56.000 euros, elle est répartie en fonction du nombre d'administrateurs concernés par le versement des jetons de présence, du nombre de séances du conseil durant l'exercice et du nombre de présences de chacun.</p> <p>Le Président précise que les administrateurs rémunérés par ailleurs par la Société au titre d'un contrat de travail ou d'un mandat social ne perçoivent pas de jetons de présence.</p> <p>Bilan des opérations sur titres des dirigeants</p>	<p>Attendance fees</p> <p>No attendance fees will be paid for the financial year 2013.</p> <p>The budget approved by the Shareholders' Meeting on 30 April 2009 was 56,000 Euros, and it has been distributed in light of the number of directors concerned by the payment of attendance fees, the number of board meetings during the financial year, and the number of times each person was present.</p> <p>The Chairman indicates that the directors remunerated in other connections by the Company under an employment contract or holding a corporate mandate do not receive attendance fees.</p> <p>Summary of the senior managers' securities transactions</p>
--	---

Déclarant	Instrument	Opération	Date	Lieu	Prix unitaire	Montant global
Cyril Zimmermann	Actions	Cession	18/02/2013	Paris	1,9583	49 199,50

<p>Etat des délégations de compétence et de pouvoirs au conseil d'administration</p>	<p>Report on delegations of competency and of powers to the Board of Directors</p>
---	---

Date de la délégation	Type de délégation	Montant maximum de l'augmentation de capital	Durée de la délégation	Echéance
AGM 14 mai 2013	Autorisation d'un programme de rachat d'actions		18 mois	14 novembre 2014
AGM 14 mai 2013	Autorisation de réduction du capital	10% du capital par période de 24 mois	18 mois	14 novembre 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	700.000 € avec maintien du DPS	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	700.000 € par émission d'actions avec suppression du DPS	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	700.000 € par placement privé avec suppression du DPS	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	Augmentation du nombre de titres à émettre (15%)	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de pouvoir	Augmentation de capital de 10% pour rémunérer de apports en nature	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2011	Délégation de pouvoir	Emission de 500.000 actions gratuites	38 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2011	Délégation de pouvoir	Attribution de 500.000 options de souscription ou d'achats d'actions	38 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Autorisation L3332-18 du code du travail	80.000 €	26 mois	03 juillet 2014

Conformément aux dispositions des articles L 225-184 Pursuant to the provisions of Articles L 225-184 and L 225-

et L 225-197-4 du code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans ses rapports spéciaux, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-177 à L 225-186 concernant les options de souscription ou d'achat d'actions et des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-197-1 à L 225-197-3 concernant les actions gratuites.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant

Votre conseil d'administration vous invite à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Loi LME – Délais de paiement

En K€	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Nonéchu	7 018	6 462	7 528
0-30j	1 140	1 827	2 057
30-120j	1 888	2 413	1 518
120-360j	1 429	1 362	1 997
>360j	607	1 401	1 921
TOTAL	12 082	13 466	15 020

	Total	Echu	0-30 j	30-120j	120-360j	>360j
France	7 402	4 162	998	1 220	645	376
Etranger	4 680	2 856	142	667	784	230
Groupe	3 601	2 489	-	674	269	169
Hors Groupe	8 481	4 529	1 140	1 214	1 159	438
	12 082	7 018	1 140	1 888	1 429	607

Fait à Paris,
Le 11 mars 2014

Le Conseil d'administration

197-4 of the French Code of Commerce, your Board of Directors informs you, in its special reports, about the transactions made by virtue of the provisions laid down in Articles L 225-177 to L 225-186 in connection with the stock options or share purchase options, and the transactions made by virtue of the provisions laid down in Articles L 225-197-1 to L 225-197-3 in connection with free shares.

Items that could have an input in case of public offer

None

Your Board of Directors invites you to adopt the resolutions that it is submitting for your approval.

LME Law – Payment terms

In K€	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Not past due	7 018	6 462	7 528
0-30days	1 140	1 827	2 057
30-120days	1 888	2 413	1 518
120-360days	1 429	1 362	1 997
>360days	607	1 401	1 921
TOTAL	12 082	13 466	15 020

	Total	Not past due	0-30 j	30-120j	120-360j	>360j
France	7 402	4 162	998	1 220	645	376
Out of France	4 680	2 856	142	667	784	230
Group	3 601	2 489	-	674	269	169
Off the Group	8 481	4 529	1 140	1 214	1 159	438
	12 082	7 018	1 140	1 888	1 429	607

Signed in Paris,
On 11 mars 2014

The Board of Directors

Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices						
Nature des indications	Exercices concernés	2009	2010	2011	2012	2013
Capital en fin d'exercice						
Capital social		4 426 999	4 446 950	4 562 215	4 562 865	4 511 265
Nombre des actions ordinaires existantes		44 269 995	44 469 495	45 622 145	45 628 645	45 112 645
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes		-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer						
Par conversion d'obligations		-	-	-	-	-
Par exercice de BSA		-	-	-	-	-
Par exercice de droit de souscription		2 059 416*	2 045 500*	390 020*	637 500*	396 276*
Opérations et résultats de l'exercice						
Chiffre d'affaires hors taxes		37 946 196	56 701 476	61 317 785	54 203 832	57 986 617
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions		10 588 845	35 982 454	15 883 424	(862 258)	5 211 260
Impôts sur les bénéfices		768 581	1 645 942	(3 162 158)	(2 149 384)	(1 313 829)
Participation de salariés due au titre de l'exercice		-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions		13 486 187	(58 987 827)	(9 598 848)	(9 860 196)	15 024 129
Résultat distribué		-	-	-	-	-
Résultats par action						
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions		0,26	(0,81)	0,42	0,03	1,15
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions		0,30	(1,32)	0,21	(0,22)	0,33
Dividende attribué à chaque action		-	-	-	-	-
Personnel						
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice		101	128	159	154	160
Montant de la masse salariale de l'exercice		5 774 530	7 885 758	9 730 592	10 301 021	9 830 914
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice		2 648 467	3 408 159	3 408 159	4 437 776	4 279 930

* Ce chiffre correspond aux nombres d'options de souscription attribués au 31 décembre aux salariés toujours présents dans la société, les salariés ayant quitté la Société ne pouvant conserver le bénéfice de ces bons et options.

COMPANY'S EARNINGS DURING the last five financial years					
Financial years concerned	2009	2010	2011	2012	2013
Nature of the indications					
Capital at financial year end					
Share capital	4 426 999	4 446 950	4 562 215	4 562 865	4 511 265
Number of existing ordinary shares	44 269 995	44 469 495	45 622 145	45 628 645	45 112 645
Number of existing preferred shares	-	-	-	-	-
Maximum number of future shares to be issued					
By conversion of bonds	-	-	-	-	-
By exercise of BSA	-	-	-	-	-
By exercise of application rights	2 059 416	2 045 500*	390 020*	637 500*	396 276*
Financial year transactions and earnings					
Turnover excluding taxes	37 946 196	56 701 476	61 317 785	54 203 832	57 986 617
Earnings before taxes, employee profit-sharing and transfers to depreciation and provisions	10 588 845	(35 982 454)	15 883 424	(862 258)	5 211 260
Taxes on the profits	768 581	1 645 942	(3 162 158)	(2 149 384)	(1 313 829)
Employee profit-sharing for the financial year	-	-	-	-	-
Earnings after taxes, employee profit-sharing and transfers to depreciation and provisions	13 486 187	(58 987 827)	9 598 484	(9 860 196)	15 024 129
Distributed earnings	-	-	-	-	-
Earnings per share					
Earnings after taxes, and employee profit-sharing but before transfers to depreciation and provisions	0,26	(0,81)	0,42	0,03	1,15
Earnings after taxes, employee profit-sharing and transfers to depreciation and provisions	0,30	(1,32)	0,21	(0,22)	0,33
Dividend paid to each share	-	-	-	-	-
Staff					
Average staff employed during the financial year	101	128	159	154	160
Amount of the financial year payroll	5 774 530	7 885 758	9 730 592	10 301 021	9 830 914
Amounts paid as fringe benefits for the financial year	2 648 467	3 408 159	4 264 342	4 437 776	4 279 930

*This figure corresponds to the number of stock options allocated at the end of the financial year to the employees still present in the Company, the employees having left the Company being unable to retain the benefit of said options